



FICHE DE PROJET

Kirghizistan Octobre 2015

Direction du développement
et de la coopération DDC

PARTICIPATION CITOYENNE POUR UNE REDEVABILITÉ ACCRUE DES COMMUNES



Des enfants de la commune de Bosteri. Le projet a permis à la population locale d'obtenir la construction d'une nouvelle école enfantine.

La décentralisation fait partie des priorités du gouvernement en place depuis 2012 au Kirghizistan. Le projet a pour objectif premier de renforcer la participation de la population aux décisions budgétaires au niveau communal. Il doit également garantir que les autorités locales affectent à bon escient les fonds à disposition dans les services publics.

La transition démocratique au Kirghizistan n'a pas été sans heurt. Les soupçons de corruption – avec toute l'insatisfaction qui en découle – et la restriction des libertés civiles ont sapé la confiance de la population dans ses institutions publiques. De même, les inégalités de développement entre les régions ont créé un climat de tension dans la société. Pour toutes ces raisons, le gouvernement kirghize a lancé un processus de décentralisation visant à conférer davantage de responsabilités aux autorités locales. Les communes doivent par exemple optimiser la gestion des finances publiques et concentrer leurs efforts sur les besoins les plus urgents de leurs administrés. En promouvant ce système de gestion décentralisée, les expériences et résultats atteints à ce jour, la DDC soutient également les efforts de réformes étatiques.

PARTICIPATION AUX DÉCISIONS BUDGÉTAIRES

L'un des principaux objectifs du projet est de promouvoir la participation des citoyens. Il s'agit, d'une part, de créer les conditions nécessaires à un renforcement du droit de regard de la population sur les décisions budgétaires prises au niveau local et, d'autre part, de mettre en place des mesures concrètes régissant la collaboration entre les autorités locales et les administrés.

Dans un premier temps, les citoyens constituent des groupes d'initiative, qui discutent des questions importantes pour leur village et définissent les priorités. Par la suite, ils peuvent élaborer des propositions, en collaboration avec l'administration locale, pour répondre aux besoins les plus urgents de la communauté.

Les représentants de la population bénéficient d'une formation sur la planification budgétaire et la gestion des finances, ce qui leur permet de s'exprimer sur l'affectation des fonds durant les débats avec les autorités. Un plan d'action commun voit ainsi le jour. La gestion et la surveillance de sa mise en œuvre sont assurées conjointement par les groupes d'initiative et les représentants du gouvernement local. De cette manière, les fonds sont affectés en fonction des besoins sur place, dans la plus grande transparence possible, et les autorités sont responsabilisées.

COMPÉTENCES DE GESTION DES AUTORITÉS

Les citoyens ne sont pas les seuls à devoir être formés. Les autorités locales doivent élargir leurs compétences de gestion et axer davantage leur gouvernance sur les initiatives citoyennes. Cette question est au cœur du deuxième objectif du projet. La formation des représentants des autorités doit permettre l'acquisition d'un savoir en matière de planification, de reporting et de révision.

Par ailleurs, l'octroi de petits crédits permet de réaliser rapidement des projets d'infrastructure simples. Grâce à cet outil, le système de concertation global sur les questions budgétaires doit pouvoir être mis en pratique et les compétences nouvellement acquises intelligemment utilisées. Soucieuse d'inscrire son

action dans le temps, la DDC participe aussi au débat politique à l'échelon national pour promouvoir une amélioration du cadre légal qui devrait notamment se traduire par davantage de décentralisation financière.

ENFIN UNE NOUVELLE ÉCOLE ENFANTINE!

Actuellement, le nouveau modèle de participation des citoyens à l'établissement des budgets locaux a été lancé dans les provinces d'Issyk-Koul et de Jalal-Abad. Grâce au renforcement de leurs capacités, les communautés sont désormais en mesure de faire part de leurs besoins et de demander des comptes aux autorités locales. Cinquante-huit projets ont déjà été mis en œuvre.

L'un d'entre eux concerne l'école enfantine de Bosteri. Comme cette dernière offrait un nombre insuffisant de places, de nombreuses femmes étaient dans l'impossibilité de travailler et d'assurer la subsistance du ménage. En 2012, Rosa Toktobajeva a rejoint un groupe d'initiative qui a ouvert la voie à de nouvelles possibilités de collaboration avec les autorités.

«Grâce à la formation, aux discussions et aux auditions publiques, nous avons appris à nouer un dialogue avec le gouvernement local et à faire entendre nos demandes, déclare-t-elle. Le projet nous a permis de faire reconnaître le manque de places dans les écoles enfantines comme un problème urgent.» Les autorités locales ont pu être convaincues et l'ancienne école enfantine transformée et agrandie grâce à un prêt accordé dans le cadre du projet. Aujourd'hui, elle peut accueillir entre 20 et 24 enfants de plus.

L'administration communale profite également de l'initiative, comme l'explique Timour Ajiltchiev, le maire de Bosteri: «En participant à ce projet, nous avons pu apporter la preuve de nos compétences de gestion. Nous avons appris à prendre pleinement nos responsabilités en matière de budget. Et grâce aux nouvelles procédures, la population a aujourd'hui davantage confiance en son gouvernement.»

IMPRESSUM

Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
Direction du développement et de la coopération (DDC)
Division Communauté des Etats indépendants (CEI)
Freiburgstrasse 130, 3003 Berne, Suisse

www.ddc.admin.ch
www.swiss-cooperation.admin.ch/centralasia

Photos:
© Development Policy Institute (DPI)

LE PROJET EN BREF

Titre

Strengthening Voice and Accountability

Durée

2011–2019 (actuellement en phase 2)

Budget actuel (2015-2019)

4,72 millions CHF

Organisation chargée de la mise en œuvre

Development Policy Institute

FAITS ET CHIFFRES (Source : Banque mondiale)

Population (2014)

Kirghizistan : 5,8 millions

Suisse : 8,1 millions

Espérance de vie à la naissance (2013)

Kirghizistan : femmes 74 ans, hommes 66 ans

Suisse : femmes 85 ans, hommes 81 ans

Produit intérieur brut par habitant (2013)

Kirghizistan : 1282 USD

Suisse : 84 733 USD

